



Liminaire FSU 68 – CTSD du 8 avril 2020

Ce CTSD s'ouvre dans un contexte évidemment très particulier, celui du confinement.

En premier lieu, nous avons une pensée pour les familles touchées par ce virus. Nous exprimons aussi notre solidarité pleine et entière envers les personnels soignants, très durement mis à l'épreuve depuis 4 semaines, et qui font face avec courage et détermination. Nous pensons enfin à tous les autres travailleurs qui permettent à la France de continuer à fonctionner, dont font partie les enseignants.

Le Haut Rhin était l'un des premiers départements à entrer dans le dispositif de continuité non pas pédagogique, mais de scolarité.

Pourtant, le CHSCTD 68 n'a pas été réuni valablement depuis le début de cette crise. Tout juste son secrétaire est-il informé a posteriori des décisions prises. Aux difficultés techniques s'ajoutent le refus institutionnel d'utiliser cette instance qui aurait pourtant toute sa place, et ce au mépris des décisions ministérielles.

Les représentants de la FSU demandent une réunion de ce CHSCTD en présence de la DASEN.

Par ailleurs le CTSD devrait être destinataire régulièrement du rapport d'activité de ce CHSCTD. Nous demandons donc la réunion dans les prochaines semaines d'un CTSD extraordinaire pour traiter du bilan d'activité du CHSCTD68.

La FSU souhaite aussi dénoncer les conditions dans lesquelles le dispositif de continuité s'est mis et continue à se mettre en place.

Non, l'éducation Nationale n'était pas prête !

Non, l'enseignement à distance ne s'improvise pas et ne se substitue pas à l'enseignement en présentiel !

Non, les ENT ne fonctionnent pas correctement !

Non, toutes les familles n'ont pas de matériel informatique ou de connexion internet performante !

Qu'ils sont beaux les discours du ministre à la population, certifiant que tout va bien, qu'aucun élève ne sera lésé, que la continuité peut être pédagogique !

Qu'elles sont indignes et irrespectueuses des personnels les injonctions qui tombent tous les jours, contradictoires souvent, déconnectées de la réalité du terrain la plupart du temps, avec obligation de réponse pour le lendemain comme encore la semaine dernière !

« Quand dira-t-on que l'école à la maison, ça n'existe pas », alerte Philippe Meirieu ! Et d'ajouter : « On doit maintenir le contact, proposer les activités intelligentes et les moins excluantes possibles [...] Les enseignants adapteront leur progression quand l'école sera rouverte ».

Oui les enseignants sauront s'adapter aux besoins de leurs élèves à la reprise car c'est leur métier. Comme ils s'adaptent à la situation aujourd'hui en utilisant leur ordinateur personnel, leur téléphone personnel.

N'était-il pas urgent pourtant de prendre le temps de la réflexion, d'apporter des réponses construites pour ne pas ajouter au stress de la situation ? Encore une fois c'est aux enseignant.es, aux directeur.trices, aux chef.fes d'établissement et leur équipe, sur le terrain, de palier l'amateurisme du gouvernement.

Au bout d'un mois de confinement, force est de constater que c'est grâce au professionnalisme des personnels de terrain que ce dispositif fonctionne. Tous les jours ils créent, inventent, innover, pour

garder, toujours, le contact avec leurs élèves, parce qu'il leur est impensable de les laisser seuls. Non pas parce que l'ordre leur en est donné, mais parce que cela leur apparaît comme une évidence. Nous nous réjouissons cependant de constater que la plupart des IEN et des chef.fes d'établissement ne s'engouffrent pas dans la frénésie de ces injonctions mais s'emploient d'abord à discerner ce qui est important ou non, réaliste ou non.

En ce sens, le dispositif de soutien scolaire pendant les vacances, annoncé par le ministre dans les médias, n'est que de la poudre aux yeux ! Après des semaines de stress intense, nos élèves ont aussi besoin de vacances.

De ce fait, une concertation sur la sortie de confinement est indispensable. Quelle que soit sa modalité, le retour en classe demandera un temps de réflexion avant la reprise effective des cours : de nombreuses questions doivent être traitées tant d'un point de vue sanitaire que pédagogique, pour les élèves comme pour les personnels. Encore une fois, le CHSCT a toute légitimité pour traiter de ces questions.

Dans le 2d degré, après les annonces de Jean Michel Blanquer, des clarifications sur le DNB et le baccalauréat seront nécessaires.

Pour le DNB, les propos du ministre et la FAQ ministérielle sont en contradiction sur la prise en compte des moyennes disciplinaires et du bilan de fin de cycle.

Pour le baccalauréat en Première, le SNES-FSU conteste la tenue des oraux de l'EAF qui, au-delà du nombre trop élevé de textes à présenter, ne sont pas compatibles avec la sécurité sanitaire.

Pour le baccalauréat en Terminale, le fonctionnement des jurys d'harmonisation est à l'heure actuelle obscur : il ne doit pas remettre en cause le travail d'évaluation fait par les enseignants avant cette crise. Si le contrôle continu a pu s'imposer dans une situation exceptionnelle, il ne saurait être source d'un renforcement des inégalités entre élèves. Il en va de la crédibilité de la session 2020 du baccalauréat.

Pour en venir à cette préparation de rentrée de façon plus spécifique :

La préparation de rentrée dans les collèges du Haut-Rhin ressemble tristement à ce que nous avons connu les années précédentes :

- un taux d'encadrement en légère hausse (de 1,2 à 1,23) mais qui reste très faible
- une inflation d'HSA en lieu et place d'heures poste : plus de 10% des dotations sont en heures supplémentaires, soit 191 ETP !
- des effectifs chargés dans la majorité des établissements, notamment en 6ème et en 3ème , qui représentent pourtant des paliers fondamentaux au collège (hors éducation prioritaire et établissements sortis de l'EP en 2015, seuls 4 établissements ont un H/E supérieur à la moyenne départementale).

Depuis la réforme de 2016, les dotations des établissements sont tellement corsetées qu'elles permettent à peine d'assurer les enseignements réglementaires, pas toujours dans des conditions d'apprentissage optimales. Des arbitrages sont systématiques, au détriment des uns ou des autres : il faut choisir entre des groupes de langue allégés ou des dédoublements en sciences ou en EPS pour la natation. Sans compter l'inclusion d'élèves à besoins particuliers et de leurs éventuels AESH. Dans de telles conditions, comment mettre réellement en œuvre un enseignement et des apprentissages qui prennent en compte les difficultés de chacun ?

Pourtant, la crise actuelle met en exergue le rôle essentiel des services publics, singulièrement en matière de santé et d'éducation, et les politiques publiques d'économies à tout va menées depuis plusieurs décennies devront être réinterrogées afin de garantir dans tous les secteurs, y compris l'école, des moyens financiers et humains pour des services publics pleinement efficaces pour les années à venir.

La FSU réclame depuis longtemps un plan d'urgence pour les services publics, elle réclame des moyens, un engagement fort de l'Etat. C'est pourquoi nous demandons aujourd'hui qu'il n'y ait pas de fermetures de classes, mais uniquement des ouvertures et que des recrutements à hauteur des besoins aient lieu.